

Zeitschrift: Schweizerische Lehrerzeitung
Herausgeber: Schweizerischer Lehrerverein
Band: 47 (1902)
Heft: 36

Anhang: Die Schulvorlage vor den Eidg. Räten 1901 u. 1902 : Beilage zur Schweizerischen Lehrerzeitung, Nr. 5

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Die Schulvorlage vor den Eidg. Räten 1901 u. 1902.

1902.

Beilage zur Schweizerischen Lehrerzeitung.

Nº 5.

Debatte im Nationalrat.

18. Dezember 1901.

Vorsitz: Hr. Ador.

Tagesordnung: Unterstüzung der Primarschule.
Eintretensfrage.

(Fortsetzung.)

M. Kuntschen (Wallis): J'estime pour ce qui me concerne que si une *revision constitutionnelle* n'est pas absolument nécessaire, l'adjonction d'une garantie constitutionnelle doit être donnée, si l'on veut interpréter dans ce sens l'art. 27. Il y a un fait nouveau pour lequel il faut une garantie nouvelle. Quoique l'on dise et fasse, le *subventionnement de l'école primaire* en entraînera forcément la *centralisation*. En 1871, lors des débats pour la première revision, la proposition de subvention à l'école primaire fut écartée par le conseil national par la considération suivante: la subvention entraîne le contrôle et le contrôle entraîne la centralisation. Comme le disait tout à l'heure M. Schmid qui paie commande; les faits sont plus puissants que la volonté et par la force même des choses l'octroi de subventions entraînera l'autorité fédérale à s'immiscer dans le domaine de l'école primaire; du reste le langage de la presse, les déclarations de certains partis, tout nous révèle quel est le sentiment d'une partie de l'opinion publique dans certaines parties du pays.

Nous nous trouvons donc sur un *terrain glissant* et une fois que nous y aurons fait le premier pas, il est certain que nous ne pourrons plus nous arrêter. Voilà pourquoi des *garanties constitutionnelles* sont nécessaires; à aucun titre nous ne pouvons abandonner nos droits sur l'école primaire.

Du reste, celle-ci varie suivant les besoins, elle ne peut pas être uniforme. Je passe sous silence les différences de situations, de langues, d'habitudes; l'instruction doit s'adapter aux besoins de la population suivant qu'il s'agit d'habitants des villes ou des campagnes, des montagnes ou des plaines, des contrées agricoles ou industrielles; le paysan laissera volontiers aller son fils à l'école tout l'hiver, pourvu qu'il puisse disposer de lui dans la bonne saison; l'industriel peut lui donner son fils tout entier jusqu'au moment de son apprentissage, mais à ce moment il ne peut plus le laisser aller à l'école. Il y a donc des besoins divers et pour les apprécier, aucune autorité n'est mieux placée que celle du canton.

Je veux relever encore quelques *allégations* qui ont été formulées au sein de l'assemblée. On a dit que l'instruction était un joyau qui grandissait le citoyen. Sur ce terrain, je crois que nous sommes tous d'accord et vous ne trouverez pas dans mon canton un magistrat qui ne partage cette manière de voir. Cependant pour éviter toute confusion, il y a une distinction à faire; n'oublions pas que l'instruction peut être beaucoup plus utile à tel citoyen qu'à tel autre. Dans les contrées industrielles, elle est une nécessité absolue, dans nos montagnes elle est utile, nécessaire même, mais elle ne suffit pas toujours pour subvenir aux nécessités de l'existence; lorsque l'on parle d'instruction primaire, il ne faut donc pas confondre les diverses situations.

On a dit aussi: Dans une démocratie l'instruction doit être développée; le citoyen appelé par le système du référendum à apprécier lui-même les lois, doit avoir une instruction très étendue. Je partage absolument ce point de vue, mais n'oublions pas non plus que l'instruction n'engendre pas toujours, comme avait l'air de le proclamer M. Gobat, la *concorde et la fraternité*. Dans certaines cités de la Suisse où l'instruction est entre les mains des plus chauds partisans des subventions scolaires, nous voyons non plus l'hostilité des castes, puisque celles-ci sont supprimées par la constitution, mais celle des classes sociales. L'instruction devrait dissiper les préventions et faire la concorde.

On a dit que dans certains cantons les instituteurs avaient des *traitements dérisoires*. Comme d'après la statistique le

Valais a les traitements les plus faibles, il est évident que ce reproche s'adresse à mon canton; c'est vrai que *chez nous les traitements sont modestes*, mais ils répondent dans une certaine mesure à la situation sociale du Valais et nous cherchons d'ailleurs constamment à les améliorer dans la mesure du possible. A cet égard laissez-moi vous dire que l'argent ne fait pas tout et qu'il n'engendre pas le dévouement. Pour le démontrer, permettez-moi de relever deux faits: Depuis que je siège au sein des chambres fédérales, on nous fait chaque année voter une augmentation de crédit pour l'école polytechnique de Zurich. Il y a trois ans, j'ai été fort étonné d'entendre un de nos collègues, professeur distingué dans cette école, nous dire que le niveau avait fléchi et que la moyenne était inférieure à celle des institutions similaires d'autres pays. A cela M. le chef du département, à cette époque M. Lachenal, répondit que le fait était exact et que l'on constatait le même phénomène dans les universités. Cela démontre bien que l'argent ne fait pas tout.

Le Valais est un des cantons les plus montagneux de la Suisse, c'est *chez nous* que se paient les traitements les plus faibles. Néanmoins permettez-moi de vous signaler le rang que nous occupons dans la statistique des examens de recrues. Il se fait souvent des légendes à l'égard de mon canton; or les cinq dernières années nous occupons le 15^e rang sur 25 cantons et demi-cantons. J'ai ici le tableau de ces examens et je puis vous dire qu'en 1896 les cantons de Berne, Vaud, Nidwald, Fribourg, Lucerne, Tessin, Schwytz, Uri et Appenzell se trouvaient après nous. En 1897 et 1898 nous occupions toujours le 15^e rang et aujourd'hui notre situation est encore la même, nous occupons le 15^e rang avec des notes s'améliorant constamment. Vous voyez par là que si les traitements de nos instituteurs sont modestes, leur dévouement est grand.

Mais assez sur ce point; je ne m'arrêterai pas à la *question financière*, je n'y attache *pas d'importance*, car puisque le conseil fédéral nous présente un projet de loi, je suppose qu'il est en mesure de l'appliquer; cependant une chose m'inquiète. Si réellement les finances de la Confédération se trouvent dans l'état dans lequel on nous les a représentées, je crois qu'il faut que nous fassions des *économies* dans certains domaines, que nous opérons des rognures sur les subсидes à l'agriculture, aux endiguements de torrents, etc., autant de branches de l'administration qui sont des éléments de prospérité pour le pays. On peut donc redouter de voir se tarir ces éléments au profit de l'instruction primaire et il est à craindre que nous n'atteignions pas le résultat voulu, si en cherchant à améliorer notre situation économique, on portait atteinte à la prospérité actuelle de certaines branches de l'administration fédérale.

Du reste, je le répète, la question financière ne m'arrête pas, je constate seulement que le projet de la majorité de la commission est contraire à la constitution et qu'il est opposé à l'esprit de l'art. 27. Ce projet crée une situation nouvelle et le peuple suisse, surtout certaines de ses parties, ont le droit de demander des *garanties nouvelles*.

Pour toutes ces considérations je prie l'assemblée d'adopter les propositions de la *minorité* de la commission qui, tout en tenant compte des vœux de la majorité, calment les craintes et les inquiétudes légitimes que nous pouvons concevoir.

M. Gobat: Il est assez désagréable d'être obligé de redresser des *citations* faites par des collègues quand elles sont *falsifiées*; mais, enfin, il faut quand même le faire. M. de Meuron m'a prêté ce matin la singulière allégation suivante: Compléter la constitution, c'est la violer. Et M. Schmid, traduisant la même pensée absurde, vient de prétendre que j'ai dit: „Die Verfassungsrevision ist eine Verfassungsverletzung.“

Ces deux citations sont également fausses. Ce que j'ai dit ce matin, c'est ceci: qu'une assemblée législative qui fait au moyen d'une révision constitutionnelle ce qu'elle a le droit de faire par un simple arrêté, viole la constitution. Je l'ai dit et le maintiens.

Maintenant, je passe aux observations que M. de Meuron a faites ce matin, pour autant qu'elles concernent ma personne.

M. de Meuron vous a dit, après m'avoir cité plusieurs fois, qu'il ne le faisait pas pour me chicaner. Je l'en crois sur parole et le remercie de la peine qu'il s'est donnée en lisant mes discours d'autrefois. Même si M. de Meuron avait eu l'intention de me chicaner, je ne m'en serais pas aperçu: Il n'y a aucune espèce d'humiliation à reconnaître que l'on varie dans ses idées. Comme on l'a dit, *il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'opinion*. Celui qui modifie sa manière de voir et ses idées se décerne donc un brevet de progrès intellectuel. Toutefois je conviens qu'il ne faut pas en abuser.

Abstraction faite de cette considération, il me sera très facile de démontrer à M. de Meuron que les variations dont il m'a accusé ce matin n'existent pas, qu'elles sont plus apparentes que réelles, qu'en tous cas elles se réduisent à fort peu de choses. Qu'ai-je dit en 1893 dans cette enceinte? A cette époque, on discutait la *motion Curti*, conçue en ces termes :

„Le conseil fédéral est invité à présenter, après étude, un rapport et des propositions sur la question de savoir: 1. Si, en exécution de la disposition de l'art. 27 de la constitution fédérale, qui prescrit aux cantons un enseignement scolaire primaire suffisant, ceux-là ne doivent pas être appuyés par des subventions de la Confédération; 2. si, par le moyen de ces subventions fédérales, il ne serait pas possible d'introduire la gratuité des livres et objets servant à l'enseignement dans l'école primaire.“

M. Curti prétendait qu'en vertu de l'art. 27 de la constitution fédérale, la Confédération était obligée d'appuyer financièrement les efforts des cantons dans le domaine de l'enseignement primaire. J'ai dit: pas du tout, absolument pas; cette obligation de la Confédération ne résulte pas de l'art. 27; si vous voulez introduire cette obligation, vous êtes obligés de réviser la constitution. Ce que j'ai dit alors, je le répète aujourd'hui; une loi sur les subventions scolaires ne peut se baser ni directement, ni indirectement sur l'art. 27. Mais depuis lors, la question a changé de face; nous ne sommes plus sur le terrain de l'art. 27; nous l'avons complètement abandonné; il ne s'agit plus de l'application de cet article. Et tout ce que nous en disons aujourd'hui est temps perdu, car nous sommes en présence d'une simple *question de subvention fédérale* comme nous en avons traité cinquante sans que jamais la question constitutionnelle ait été soulevée. De même que nous subventionnons l'amélioration de la race chevaline ou bovine, ainsi nous demandons aujourd'hui des subventions pour l'amélioration de la race humaine.

J'ai dit encore autre chose en 1893, j'ai dit que l'on pouvait prétendre avec beaucoup de raison que la Confédération n'a pas le droit de par la constitution de subventionner les cantons pour les institutions qui ne sont pas de son ressort et qu'on ne pouvait pour le faire s'appuyer sur l'art. 2 de la constitution fédérale qui est plutôt décoratif en ce qu'il établit des obligations essentiellement morales. Je l'ai répété ce matin, M. de Meuron ne l'a pas entendu, paraît-il?

Mais ce *principe* a-t-il jamais prévalu ici? Nullement. L'assemblée fédérale n'a pas même discuté cette opinion et elle qui, avec le conseil fédéral, crée le droit public suisse, a proclamé le principe que la Confédération a le droit, sans révision préalable de la constitution, d'appuyer financièrement les efforts que les cantons font pour développer leurs institutions d'utilité générale. Ce principe est acquis; vous l'avez voté, vous tous qui êtes ici, et en tout premier lieu vous qui réclamez aujourd'hui une révision constitutionnelle pour une nouvelle subvention. J'aurais pu jouer au Caton et vous dire chaque fois que vous alliez voter une subvention fédérale: Prenez garde! Faites d'abord un article constitutionnel! Rôle ingrat surtout dans une assemblée dans laquelle *l'opportunisme* est maître des principes. Du moment que les chambres unanimes admettaient la voie la plus courte et la plus facile, je n'ai pas persisté.

Grâce à MM. de Meuron, Schmid et autres infaillibles, je me suis laissé convaincre que j'avais tort, que l'on pouvait imposer à la Confédération l'obligation de servir des sub-

ventions d'utilité publique aux cantons sans réviser la constitution. Mais voyons les Catons de l'autre bord, MM. de Meuron et Schmid, examinons leurs principes. M. de Meuron a dit ce matin: c'est vrai, nous avons laissé passer la subvention à l'enseignement commercial, professionnel, agricole, à l'école ménagère, à l'agriculture, etc. (je pourrais ajouter encore beaucoup d'etc., si j'en avais le temps). Mais les conséquences n'intéressent pas les cantons autant que les subventions pour l'école primaire.

C'est une très grande erreur. Je le prouve. Prenez par exemple l'*enseignement commercial* ou professionnel. Savez-vous quelle est la conséquence des subides fédéraux octroyés aux cantons? C'est que la Confédération inspecte les écoles professionnelles et commerciales, qu'elle déline des commissaires et des experts chargés d'assister aux examens, de s'assurer que l'enseignement donne de bons résultats, que l'école est pourvue de tout ce qui lui est nécessaire. Jusqu'à présent, je n'ai pas vu un canton quelconque se regimber contre cette inspection fédérale; on en est très content, elle ne fait de tort à personne. Mais, MM., nous n'aurons pas même d'inspecteurs fédéraux pour l'*enseignement primaire*, puisque le projet d'arrêté ne prévoit qu'un simple contrôle financier.

Il n'est donc pas juste de dire que les autres subventions fédérales intéressent beaucoup moins les cantons que les subventions pour l'école primaire. On dit encore: il s'agit ici d'une subvention de deux millions, tandis que les autres sont minimes.

Ceci aussi est inexact. Savez-vous ce que les cantons touchent pour l'*enseignement professionnel*? Le 1/3 de la dépense totale. Si un canton dépense fr. 300,000, la Confédération donne fr. 100,000. Et savez-vous combien les cantons retireront de la Confédération pour l'école primaire? Pas même le 1/6, ce sera le cas pour le canton de Berne.

Enfin, poussé dans ses derniers retranchements, M. de Meuron — admirez la puissance de cet argument — dit: Sans doute, des subides fédéraux ont été votés pour l'*enseignement professionnel, commercial, etc.*, mais personne n'a réclamé, on les a laissé passer sans alléguer que ces subides étaient inconstitutionnels. Voilà une belle morale! L'arbitraire, le régime des deux poids et deux mesures, érigé en principe de droit public! Ne dites rien, laissez violer la constitution; le silence général légitimera l'attentat.

Voilà la *situation* dans laquelle nous nous trouvons. J'ai l'intime conviction, comme je l'ai dit ce matin, que nous ferions une œuvre de corruption si, après avoir voté cinquante subventions sans révision constitutionnelle, nous venions tout-à-coup décider que pour un cas absolument semblable aux autres, nous sommes obligés d'en passer par la voie de la révision constitutionnelle. Les purs, les constitutionnels à tous crins, les infaillibles qui prétendent faire ici la leçon, se sont tus alors; s'ils sortent aujourd'hui de leur coupable silence, c'est qu'ils ont des arrière-pensées.

Enfin, si c'est violer la constitution que de voter la subvention pour l'école primaire, nous l'avons violée cinquante fois en décrétant divers subides, en créant le musée national, la bibliothèque nationale, subides et institutions qui ni directement, ni indirectement ne sont prévus dans la constitution.

Voilà ce que j'avais à dire à seule fin de répondre aux différentes observations personnelles que M. de Meuron m'a faites ce matin.

19. Dezember 1901.

M. le Président: MM., il y a encore 12 orateurs inscrits . . .

Amsler (Zürich): Ich erlaube mir, zur Tagesordnung die Anregung zu machen, es möchten in erster Linie der Bundesrat, das Justizdepartement und Hr. Prof. Hilti Gelegenheit bekommen, sich über die Sache auszusprechen. Ich glaube, es läge im Interesse der Beförderung der Diskussion und einer raschen Abklärung . . .

Sonderegger (Innerh.): Ich bin gegenteiliger Ansicht. Ich glaube, es sei im Interesse einer raschen Abwicklung dieses Gegenstandes, wenn wir dem Gang der Dinge den richtigen Lauf lassen . . .

M. le Président: La parole est à M. Sonderegger:

Sonderegger (Innerh.): ... Als ich meinen Antrag niederschrieb, glaubte ich keineswegs, mit demselben den Stein der Weisen gefunden zu haben; ich werde auch keine scharfe Lanze für meinen Antrag in seiner Fassung einlegen, sondern erkläre zum voraus, dass ich mit dem Amendement des Hrn. Oberst Heller, mit welchem er meinem Antrag eine präzisere Fassung gegeben hat, einverstanden bin. Ich möchte diese Gelegenheit nur dazu benutzen, einmal um meiner *Stellungnahme* in dieser Frage und meiner bisherigen Haltung zu derselben mit einigen Bemerkungen Ausdruck zu geben und um andererseits zu betonen, dass ich auch beim gegenwärtigen Stande der Dinge es für wünschbar, ja für eine glückliche Lösung der Frage für notwendig erachte, dass man einen *gemeinsamen* Boden finde, wo unter Mitwirkung aller Parteien das erstrebte hohe Ziel erreicht werden kann. Ich rede als ein eifriger und aufrichtiger *Freund der Schulsubvention* ... Ich spreche aber auch als Erziehungsdirektor eines Kantons, der nicht im Geruche steht, dass er im Schulwesen in vorderster Reihe sich befindet, eines Kantons, der aber entschuldbar ist, weil er mit verschiedenen schwierigen äusseren Verhältnissen zu rechnen und zu kämpfen hat, und der ehrlich und redlich bestrebt ist, im Schulwesen vorwärts zu kommen und von dem ein Gutachten des eidg. Departementes in seiner Rundschau in den Kantonen folgendes anführt: „Appenzell-Innerrhoden hat durch seine fortschrittliche Schulverordnung vom 29. Okt. 1896 den energischen Willen bekundet, sein Schulwesen auszustalten.“ Ich vertrete allerdings auch einen Kanton, der weiss, wo ihn der Schuh drückt, dass es eben der *Hülfsmittel* bedarf, um den Anforderungen im Schulwesen ein Genüge zu leisten, und der deshalb gerne bereit wäre, eine Subvention an die Volksschule entgegenzunehmen, sofern dieselbe nicht an Bedingungen geknüpft wird, welche sie unannehmbare erscheinen lassen. Ich füge ferner noch bei, dass ich nicht zu jenen ängstlichen Seelen gehöre, welche glauben, dass nur auf dem Wege einer Verfassungsrevision eine glückliche Lösung der Frage möglich wäre. Ich berufe mich diesfalls auf die Protokolle sämtlicher Erziehungsdirektoren-Konferenzen, an denen dieser Gegenstand behandelt wurde. Ich befand mich nie auf der Seite derjenigen, welche die Annahme oder Nichtannahme der Schulsubvention absolut davon abhängig machen wollten, ob diese Frage auf dem Boden der Verfassungsrevision oder aber auf demjenigen der Gesetzgebung gelöst werde. Im Gegenteil, ich war einer derjenigen, die sich stets dahin erklärten, man könne *auf dem Boden der heutigen Verfassungsbestimmungen* die Grundlage für die Subvention der Primarschule finden; ich erklärte stets, dass ich in den Vorlagen des Departementes sowohl, als auch in der Vorlage, wie sie von der Erziehungsdirektoren-Konferenz ausgearbeitet wurde, die volle Beruhigung für die Autonomie und Selbständigkeit der Kantone im Schulwesen schöpfen könne. Ich stehe deshalb diesfalls vermutlich auf einem andern Standpunkte, als die Vertreter der Minderheit Ihrer Kommission. Ich bin auch in der Hoffnung hieher gekommen, dass wir eine Art der Behandlung dieses Gegenstandes finden werden, welche eine günstige Aussicht dafür schaffe, dass unter Mitwirkung aller Parteien eine Regelung dieser Angelegenheit möglich sein werde, und dass nicht eine Situation geschaffen werde, wo man in bezug auf dieses Wiegenkind der eidg. Gesetzgebung schon in den ersten Momenten seines Daseins für sein Aufkommen ernste Sorge tragen müsse.

... Ich erlaube mir, für die spätere Ausführung nur zwei Tatsachen festzunageln. Einmal diejenige, welche gestern von Hrn. de Meuron ausgeführt wurde, dass nämlich bei den Revisionsdebatten anfangs der 70er Jahre von dem damaligen Chef des Departementes des Innern, Bundesrat Schenk selig, der Antrag gestellt wurde, es sollen, nachdem man den Kantonen in Art. 27 der Bundesverfassung Verpflichtungen auferlege, dieselben auch zur Erleichterung in der Erfüllung dieser Pflichten mit Bundesbeiträgen unterstützt werden können, dass dann aber dieser Antrag ausdrücklich abgelehnt wurde. Die zweite Tatsache ist, dass seinerzeit ein *Initiativbegehr* der schweiz. Lehrerschaft in Szene gesetzt werden wollte und zwar eine Bewegung für eine Initiative

zum Ausbau der Verfassung im Sinne der heutigen Gesetzesvorlage. Es liegt darin der Beweis, dass in den Kreisen der schweiz. Lehrerschaft schon damals die Idee gewaltet hat, es sei diese Frage auf dem Boden der Verfassungsergänzung zu lösen.

Diese zwei Punkte werden jedenfalls eine Rolle spielen, sofern man die ganze Angelegenheit auf den Kampfboden stellt und die Presse an die Frage der Verfassungsmässigkeit der Vorlage herantreten wird.

Ich will auch nicht weiter auf die *Differenzpunkte* in den verschiedenen Vorlagen hinweisen, die bei der Detailbehandlung in betracht kommen werden, weder auf die formellen, noch auf die wesentlichen. Ein formeller Punkt ist z. B. der, ob es ein *Bundesbeschluss* sein solle, oder ein *Bundesgesetz*, was übrigens deswegen ziemlich irrelevant ist, weil bei beiden die Referendumsklausel vorbehalten ist. Wesentliche Differenzpunkte beständen allerdings im System der Zuteilung, in der Zweckbestimmung und in der Art der Kontrolle. Ich will nicht näher auf diese Punkte eintreten. Ich erlaube mir nur noch, darauf hinzuweisen, dass die heutige Situation eine wesentlich andere ist, als bei Beginn unserer damaligen Aktion. Anfangs dieses Monats hielten bekanntlich die Minderheitsgruppen ihre Versammlungen ab und beschlossen, auf dem Boden einer Verfassungsergänzung zu einer glücklichen Lösung der Angelegenheit Hand zu bieten.

Sie erklärten und es wurde das gestern im Referate der Kommissionsminderheit ausdrücklich hervorgehoben, dass sie unter der Bedingung, dass man ihnen in einem *Verfassungsartikel* die Garantie für die bisherigen Rechte der Kantone im Schulwesen biete, für die Einführung einer Unterstützung der Volksschule durch Bundesbeiträge Hand bieten wollen, und es wird, wenn wir diese Angelegenheit auf den Boden des politischen Kampfes stellen, die Frage jedenfalls aufgeworfen werden: Wo liegt ein Grund, um diese Bundesgenossen, die sich uns zu einer glücklichen Lösung der Angelegenheit präsentieren, von sich zu stossen? Man wird fragen: Was verlangen denn diese *Minderheitsgruppen*? und diese sagen uns: Wir verlangen nicht, dass man hinter die Verfassung vom Jahre 1874 zurückgehe; wir anerkennen, was feierlich betont wurde, die in Art. 27 niedergelegten Verpflichtungen für die Kantone; wir anerkennen, dass dieser Artikel intakt bleiben soll; wir verlangen nur eine *Ergänzung* in dem Sinne, dass die bisherigen Rechte der Kantone im Schulwesen durch die Bundesbeiträge keine Schmälerung erfahren sollen. Und dann wird das Volk nicht verstehen, aus welchen zwingenden Gründen man diesem Begehr nicht habe entsprechen können oder nicht habe entsprechen wollen. Ich weiss zwar wohl, dass sich nachher eine andere Strömung geltend mache, nämlich die Strömung, dass man diese Angelegenheit auf dem Standpunkte behandeln wolle: *Sic volo, sic jubeo*; wir haben die Macht dazu und haben das Volk hinter uns. Denjenigen, welche in dieser Strömung befangen sind, möchte ich nur die Mahnung zurufen: Täuschen Sie sich nicht hinweg über die wahre Situation im Volke, und ich stelle an Sie die Frage: *Kennt Ihr eure Gegner und ihre Waffen?* Und da scheint es mir, dass man diese Frage verneinen müsse. Ich sage zum voraus: Wenn wir uns auf den Boden des Kampfes stellen, wird die Frage der Verfassungsmässigkeit in allerster Linie in der Presse aufgerollt werden, und schon diese Erörterung wird der Gesetzesvorlage eine grosse Gegnerschaft eintragen. Ich meinerseits erkläre, dass ich persönlich hinsichtlich der Rechte der Kantone vollständig beruhigt wäre durch die Botschaft des Bundesrates, wo auf Seite 13 die Wahrung der Rechte der Kantone in bezug auf das Schulwesen ausdrücklich hervorgehoben ist. Allein wenn diese Frage in der Presse aufgerollt wird, werden die Verhältnisse stärker werden als unser Wille, und man wird sagen: Warum glaubt man, dass der Boden für die Subventionen an die Volksschule in der Verfassung gegeben sei, nachdem anlässlich der Revisionsdebatten der Antrag des Hrn. Bundesrat Schenk ausdrücklich abgelehnt und damit gesagt wurde, dass ohne weitere Verfassungsrevision der Boden und das Recht für Einführung einer solchen ausserordentlichen Subvention nicht gegeben sei? und man wird sich fragen: Warum musste der Bundesrat in seiner Botschaft noch den sogen. Wohlfahrts-

artikel herbeiziehen, um die Kompetenz für die Schulsubvention künstlich zu schaffen? Man wird sagen: Gerade darin liegt das Gefährliche, dass man für alles mögliche, das man gerne hätte, diesen Wohlfahrtsartikel der Verfassung anrufen zu können glaubt, um mit demselben alle möglichen Wünsche decken zu können.

... Die Frage präsentiert sich uns so: Wollen wir die Angelegenheit auf dem Boden der *Verständigung* oder auf dem Boden des *Mehrheitsbeschlusses* regeln? Die Frage präsentiert sich deshalb als eine Frage der Taktik, der Opportunität und der politischen Klugheit. Ich knüpfte deshalb wieder bei der Frage an: Kennen diejenigen, welche die Angelegenheit auf dem Kampfboden regeln wollen, die *Gegnerschaft* und ihre *Waffen*? Erlauben Sie mir nur einzelne zu signalisieren. Jene grosse Zahl, welche der Schulsubvention antipathisch gegenübersteht, die aber bei einem Kompromis keine Opposition mehr machen wird, wird, wenn dem Kampf gerufen wird, mit der heutigen Finanzlage des Bundes Opposition machen. Kein Dementi und keine Zeitungserklärung des eidgenössischen Finanzdirektors wird darüber hinweghelfen, dass nicht der Schlachtruf und die Parole dahin lauten wird: Ohne chronisches Defizit keine neuen Ausgaben, ohne Tabakmonopol keine Schulsubvention! Wir haben diesen Gegnern anlässlich der Beratung des Schmerzensbudgets pro 1902 ganz vortrefflich in die Hand gearbeitet. Sie können sich in die Faust lachen und denken, dass wir ihre Sache ganz vorzüglich besorgt haben. Ich weise nur auf die Erörterungen des verehrlichen Präsidiums der Budgetkommission hin, der mit nicht misszuverstehender Deutlichkeit vom Tabakmonopol, von der Biersteuer und sogar von einem Annoncenmonopol gesprochen hat. Lassen Sie den Kampf kommen, und Sie werden es erleben, dass jene Ausführungen als treffliche Kampfmittel gegen die Schulsubvention ins Feld geführt werden. Jene Debatte hat dieser Sorte von Gegnern die trefflichsten Waffen ausgeliefert, und wir wollen nur wünschen, dass jene Gegner uns seinerzeit das entsprechende wohlverdiente Dienstzeugnis ausstellen werden.

Eine weitere sehr gefährliche Gegnerschaft wird daraus uns erwachsen, — darüber hat uns das Referat der Kommissionsminderheit gestern nicht im Zweifel gelassen — dass man der Schulvorlage einen *kultatkämpferischen Anstrich* geben wird. Man wird dann nicht bloss in kathol.-konservat., sondern auch in protestantischen Kantonen erfahren, dass es hier nicht eines Starkstroms benötigt, um grosse Kreise des Volkes gegen die Schulvorlage zu elektrisieren. Sie erinnern sich an den Konraditag des Jahres 1882, an die Niederlage des Erziehungssekretärs. Glauben Sie, dass sich die Stimmung im Volke so wesentlich geändert habe, dass im Falle des Kampfes das Volk hinter uns stehen werde? Ich glaube es nicht. Es besteht in weiten Kreisen des Volkes ein grosses *Misstrauen*, das dahingeht, mit der Subvention der Volksschule sei nur bezweckt, die Anforderungen an die Volksschule noch höher zu spannen, während in vielen Kantonen die Idee waltet, dass die Anforderungen an die Primarschule heute schon hoch genug gespannt seien. Es herrscht im Volke auch *nicht die Stimmung*, dass die Lehrerschaft ökonomisch besser gestellt werden solle. Man versteht das Verlangen nach höheren Lehrerbesoldungen in denjenigen Kantonen nicht, wo die Lehrer schon anständig und entsprechend honorirt sind und auch in denjenigen Kantonen nicht, wo der Bauer am Pfluge und Karst keinen Normalarbeitstag kennt und aus seinem Landgut ein kümmerliches Leben fristen muss. Wenn dann noch, wie das vorkommt, bei den Rekrutenaushebungen und bei den pädagogischen Prüfungen etwa ein *Aushebungsoffizier* sich Taktlosigkeiten und Ungereimtheiten zu schulden kommen lässt, dient das nicht dazu, die Liebe zum Schulwesen und die Sympathie für eine allfällige Schulvorlage im Volk zu fördern. Wenn schliesslich noch Mitglieder der Bundesversammlung Volksversammlungen veranstalten und das Volk gegen den Militarismus aufrufen, um denselben gegen die Schule auszuspielen, so wird das Mass überlaufen.

Soviel in bezug auf das, was wir zu gewärtigen haben, wenn wir die uns angebotene Bundesgenossenschaft der Minderheiten nicht annehmen. Wir müssen auch politischen Minderheiten zutrauen, dass sie *Wort halten*. Warum soll man

diese Bundesgenossenschaft von sich weisen, wenn auf der andern Seite keine besseren Aussichten für die Vorlage bestehen, als wie ich sie geschildert habe!

Ich erlaube mir, noch kurz darauf hinzuweisen, dass die in meinem Antrag, amendirt durch Hrn. Oberst Heller, vorgesehene *Verfassungsergänzung für den Bundesrat unverbindlich* ist. Die eidgen. Räte haben es dann noch in der Hand, dem neuen Verfassungsartikel die endgültige Fassung zu geben. Man will mit dem Art. 27bis nicht hinter die Verfassung von 1874 zurückgehen. Der Gesetzgebung soll vorbehalten sein, was in die Gesetzgebung hineingehört, damit der Gesetzgeber später freie Hand habe, in denjenigen Dingen, welche unter Vorbehalt der Rechte der Kantone im Schulwesen geregelt werden müssen, auf dem Wege der Gesetzgebung den veränderten Verhältnissen Rechnung zu tragen. Die andern Anträge leiden nach meiner Ansicht gerade an dem Fehler, dass sie die Hände des Gesetzgebers binden, so dass man der späteren Entwicklung der Dinge vorbehältlich der Rechte der Kantone, nicht mehr Rechnung tragen kann. Man glaubte anfänglich, dass sich alles um den Antrag des Kommissionspräsidenten, Hrn. N.-R. Curti, scharen werde. Ich las sogar in einem Blatte, dass Hr. Curti der Lotse werde, welcher die Schulvorlage in den sichern Hafen einführen werde. Dieser Antrag ist jedoch zurückgezogen worden und kommt nicht mehr in Betracht. Man hat demselben in der Presse neben der zu grossen Länge zwei Mängel vorgeworfen. Zunächst hat man ihm vorgeworfen, dass er Dinge in die Verfassung hineinbringe, die ihrem Charakter nach in ein Ausführungsgesetz hineingehören und sodann, dass er für die spätere Entwicklung bei veränderten Bedürfnissen und Verhältnissen dem Gesetzgeber die Hände binde. Auch der Antrag der Kommissionsminderheit leidet an denselben Gebrechen. Der Antrag des Hrn. Kollega Scherer-Füllmann lässt uns im unklaren darüber, ob die ganze Frage auf dem Wege einer Verfassungsrevision oder auf dem Wege der Verfassungsrevision mit einem späteren Ausführungsgesetz geregelt werden soll. Nach allen diesen Richtungen hin scheint der Antrag Heller-Sonderegger präziser zu sein, mehr Klarheit zu schaffen und der späteren Entwicklung der Frage grössern Spielraum zu lassen.

Was wäre die Folge einer *Verwerfung* der Gesetzesvorlage? Die Folgen davon wären, dass man den Argwohn ins Volk hinausgetragen hat, dass es denjenigen, welche die Frage auf dem Wege der Gesetzgebung ohne Verfassungsrevision lösen wollen, nicht bloss darum zu tun sei, die Primarschule zu unterstützen, sondern dass der Hintergedanke walte, die Volksschule zu erobern, bezw. dem Bunde Gelegenheit zu geben, sich in das Volksschulwesen der Kantone einzumischen. Ich meinerseits möchte nicht mithelfen, diesen Argwohn zu wecken. Ferner werden wir, wenn wir den Minderheitsgruppen nicht entgegenkommen, manchen aufrichtigen Schulfreund, der auf diesem Wege zur Lösung der Angelegenheit Hand bieten will, mit Gewalt ins feindliche Lager treiben. Ob das empfehlenswert ist und ob ein solches Vorgehen im Volk verstanden wird, überlasse ich Ihnen zu beantworten.

Eine weitere Folge der Verwerfung würde sein, dass auf Jahre hinaus ein neues Gesetz nicht mehr möglich wäre. Die Frage würde deshalb nicht verschwinden, aber sie würde dann jenen Weg nehmen, der durch die schweizerische Lehrerschaft planirt war, den Weg der Volksinitiative, der nur dadurch verlegt werden konnte, dass die Erziehungsdirektoren-Konferenzen die Angelegenheit selbst an die Hand nahmen und einen eigenen Entwurf ausarbeiten. Nach der jetzigen B.-V. ist es möglich, eine formulirte *Initiative* anzubauen. Dann haben es die eidgen. Räte nicht mehr in der Hand, die Initiative so zu gestalten, wie es nach den Umständen angemessen wäre und wie sie es gerne tun würden, sondern sie haben nur noch das Recht, die Initiative einfach zu begutachten oder einen andern Antrag an das Volk und die Stände zu bringen. Das würde aber eine Situation schaffen, in der es sich zum voraus um eine verlorene Campagne für die eidgen. Räte handeln würde.

Ich rufe Ihnen zum Schluss zu: Lassen wir die *Schule* das sein, was sie sein soll und muss, wenn sie eine Institution zum Segen der Schweizerjugend, zum Glück der heranwach-

senden Generationen und zum Wohl des Schweizervolkes sein soll, nämlich lassen wir sie sein ein neutrales Gebiet, unberührt von politischen Kämpfen und von politischen Parteibestrebungen! Ich habe meinen Schulbericht, in dem ich dieses Kapitel behandelte, mit einem Wunsche geschlossen, den ich auch hier wiederholen möchte in der *Hoffnung*, dass es heute noch möglich sein werde, dass alle zusammen wie ein Mann für die Hebung der Volksschule einstehen und ein Werk des Friedens schaffen. Ich habe meinen Bericht mit den Worten geschlossen: „Ich spreche die Hoffnung aus, die vorliegende Frage möge nicht zum voraus auf den Boden der Vorurteile, des Argwohns und des Misstrauens gestellt werden, wo jeder hinter dem andern falsche Absichten und Hintergedanken wittert, sondern dass sie ihre Lösung in der Weise finde, dass jeder in seinem Mitbürger den aufrichtigen, ehrlichen, selbstlosen und nur dem Wohle der Schule dienen wollenden Eidgenossen erkenne.“ Ich weiss wohl, ich bin kein Diplomat, kein Politiker und kein Parlamentarier, aber ich bin ein *im öffentlichen Dienste ergrauter alter Mann* mit einiger Erfahrung und getragen von patriotischen Gefühlen. Da werden Sie mir wohl das Mahnwort gestatten: Krönen wir den Kranz der diesjährigen Nationalfeste, an denen der Gedanke der *Solidarität* aller in so energetischer Weise zum Ausdruck gelangte, angesichts des nahe bevorstehenden hehren Friedensfestes durch eine die Ehre, Kraft und Einheit der schweizerischen Nation fördernde gemeinsame grosse Staatsaktion!

M. Motta (Tessin): Permettez-moi de placer dans ce grand débat quelques observations très courtes qui expliqueront mon attitude et mon vote. Je voterai pour les propositions de la *minorité* et par conséquent contre l'entrée en matière sur le projet de loi. Je suis de ceux qui, envisageant les subventions scolaires comme une des œuvres qui auraient pu, sans grandes difficultés, réunir autour d'elles toutes les bonnes volontés, ont été particulièrement frappés du refus que la *gauche* a opposé et oppose à inscrire dans la constitution les garanties que les minorités réclament.

Pour apprécier la haute portée de l'attitude nouvelle que les minorités conservatrices et libérales et surtout la minorité conservatrice, viennent de prendre vis-à-vis des subventions, il ne faut pas perdre de vue que les mêmes minorités ont toujours pensé et soutenu jusqu'ici que les subventions représentent un pas décisif dans la voie de la *centralisation scolaire*.

Or, si elles se décident à abandonner leur opposition de principe à condition qu'on leur donne des *garanties constitutionnelles*, il me semble qu'elles ont le droit de dire qu'une telle attitude implique un sacrifice patriotique et que ce sacrifice appelle des concessions à son tour.

La *majorité* ne veut pas entrer dans la voie des concessions réciproques: elle préfère frapper à son effigie une œuvre qui aurait dû refléter l'image de la solidarité commune; j'estime qu'elle assume par là des responsabilités redoutables! Si j'examine les motifs qui déterminent la majorité à repousser la proposition de la minorité, je n'en trouve pas un seul qui résiste à la lumière de la critique.

L'on dit, tout d'abord, que la majorité fait déjà preuve de beaucoup de bonne volonté en sauvegardant expressément dans le projet de loi l'indépendance des cantons dans l'organisation et la direction des écoles.

A cette affirmation de bonne volonté il y a une objection décisive à faire.

Si cette bonne volonté est sincère, si elle n'est inspirée par aucune *arrière-pensée politique*, pourquoi va-t-elle jusqu'à offrir des garanties légales pour s'arrêter d'un coup dès qu'on réclame des garanties constitutionnelles?

Des deux choses l'une: ou le système de garanties que vous organisez dans les formes de la loi est inspiré par une idée de *loyauté politique* et alors il faut que cette idée trouve son expression solennelle dans le texte même de la constitution; ou bien les garanties légales que vous nous offrez ne correspondent qu'à un expédient tactique du moment et alors nous avons le droit de proclamer que vous ne voulez pas nous lier les mains pour l'avenir! Il y a, MM., des vérités

et des conséquences qui jaillissent du sein même des choses. Ces vérités et ces conséquences, aucun artifice de langage et même aucune volonté d'homme ne peut les empêcher de se produire.

Oh, j'ai très bien saisi l'argument des orateurs de la majorité qui consiste à dire que les garanties constitutionnelles sont inutiles puisqu'elles existent déjà dans la constitution actuelle.

Cet argument tourne dans un cercle vicieux. Je ne répondrai pas à l'argument de l'honorable M. *Gobat*, d'après lequel il serait défendu de faire au moyen de la constitution ce qu'on peut faire avec une simple loi. Cet argument aboutit à deux conséquences également erronées: la première conséquence est que l'interprétation authentique de la constitution devait toujours se faire par une simple loi, ce qui serait, très souvent, une façon détournée de violer la constitution: la deuxième conséquence est que le parlement suisse, s'il voulait donner à un principe légal les garanties de stabilité, de majesté et de solemnité qui s'attachent aux textes constitutionnelles, se trouverait dans l'étrange situation d'en être empêché.

Je conteste pour ce qui me concerne que la constitution actuelle donne le droit à la Confédération de subventionner les écoles primaires. Je le conteste parce que le texte, la genèse et l'esprit de l'art. 27 excluent l'ingérence du pouvoir fédéral dans le domaine de l'école primaire. Je le conteste parce que l'art. 3 pose comme règle la souveraineté des cantons et le fait des subventions amoindrirait cette souveraineté. Je le conteste parce que l'art. 2 qui parle de la „prosperité commune“ indique un des buts, mais ne trace pas une des compétences de la Confédération. Cette démonstration a été faite par les rapporteurs de la minorité et particulièrement par M. de Meuron avec une éloquence admirable et avec une logique écrasante. Mais, même si je reconnais à la Confédération le droit de subventionner, je dirai que c'est précisément le jour où la Confédération, en faisant usage de son droit, ouvre une brèche dans la souveraineté cantonale pour ce qui concerne le domaine de l'école qu'il est nécessaire de fortifier les cantons, afin que la brèche par où passeront les subventions ne devienne avec le temps la porte qui livrera les écoles cantonales à la bureaucratie fédérale. J'ai entendu dire aussi qu'une révision constitutionnelle était à éviter parce qu'elle rendrait nécessaire une consultation des cantons et du peuple. Mais êtes-vous bien sûrs que votre projet de loi ne déchaînera pas une campagne référendaire? La *révision constitutionnelle*, acceptée par tous les partis, se ferait dans l'ordre et dans la paix. L'opposition qui la combattrait serait dores et déjà frappée d'impuissance.

La *bataille* autour de la loi — si elle surgira — sera faite au contraire avec l'acharnement et la passion des hommes qui défendent un idéal et il n'est pas impossible que votre œuvre ne sombre dans la lutte. C'est à dessein, MM., que je ne veux m'attarder sur la *question financière*. Je veux bien reconnaître pour ce qui me concerne personnellement que puisque la Confédération dépense chaque année 28 millions pour l'armée, qui représente la force au service du droit et de l'indépendance nationale, elle pourrait, sans scrupule, dépenser 2 mill. pour les écoles qui représentent l'intelligence au service du progrès et de la liberté morale.

Mais le débat n'est pas là. Le refus de la gauche d'inscrire dans la constitution des garanties pour l'indépendance des cantons a éveillé des *méfiances légitimes* et, en imprimant au projet de loi le *sceau de la politique*, force les adversaires de la centralisation scolaire à se tenir sur leurs gardes. Il ne faudrait pas oublier que *derrière la centralisation scolaire et sur les débris de la souveraineté cantonale* pourrait se dresser un jour *l'école antichrétienne*, l'école sans confession. Ce ne sera ni demain, ni après-demain; ce sera peut-être bien tard, mais ce jour se lèvera. Ce ne seront pas les hommes aux tendances larges et tolérantes comme l'honorable M. *Curti* qui soulèveront les conflits. Les différentes fractions de la gauche sont elles-mêmes partagées en deux camps. Les unes votent les subventions sans arrière-pensées, mais les autres y voient un „*Machtmittel*“, un instrument de conquête intellectuelle et morale. Je crains que, si

le peuple n'y met son veto, ce ne soient les plus ardents, ceux qui considèrent les écoles comme un *moyen de propagande* qui aient dessus. Les hommes aux principes bien marqués entraînent ordinairement les hommes aux principes indécis. Ce n'est pas dans les temps de calme, c'est dans les temps d'orage que les garanties constitutionnelles acquièrent toute leur importance. Ce n'est pas seulement la volonté changeante des hommes que je crains, c'est la force des choses et des événements. Il suffirait que les jours maudits de la haine religieuse reparaissent à l'horizon pour que les crises qui en seraient la conséquence, aggravées par la contagion des états qui nous entourent, n'emportent, dans la tempête, les derniers remparts de la souveraineté cantonale et avec eux les éléments qui forment la force de la Suisse, sa grandeur morale, son avenir et sa beauté. Ce n'est pas sans une réflexion bien mûrie, que je me suis décidé à voter contre l'entrée en matière sur le projet de loi. Je sais que le canton du *Tessin* — malgré les efforts considérables qu'il fait pour vaincre les difficultés actuelles qui s'opposent au progrès scolaire — sent, comme d'autres cantons, le besoin d'être soutenu dans sa tâche. Mais, outre que la révision constitutionnelle proposée par la minorité, ne pourrait être la cause d'un long retard, je pense que les intérêts moraux planent bien au-dessus des intérêts matériels et je n'ai par conséquent pas le courage d'émettre un vote qui, en satisfaisant hâtivement les uns, compromettrait définitivement les autres.

Decurtins (Graub.): Unsere heutigen Verhandlungen über die Subventionierung der Volksschule durch den Bund spitzen sich immer mehr zu einer *hochwichtigen Kulturfrage* zu. Dadurch, dass die Mehrheitspartei ein Eintreten auf die Verfassungsrevision abgelehnt und nach dem vor einigen Jahren verkündeten Prinzip: wir sind die Mehrheit und machen, was wir wollen, eine einseitige Gesetzesmacherei durchzusetzen versucht, ist die Kampfelinie gesteckt worden, innert der wir uns bewegen. Dass es so gekommen ist, dafür hat die *Mehrheit* die *Verantwortlichkeit* zu tragen. An Entgegenkommen hat es auf Seiten der Minderheit nicht gefehlt; im Gegenteil geschah alles, vielleicht nur zu viel, um diese wichtige Neuerung in unserm Staatsleben zu ermöglichen.

Mich persönlich wundert es nicht, dass die Frage diese Wendung genommen hat. Daran habe ich nie geglaubt, dass die Mehrheitspartei verfassungsmässig festlegen lasse, dass den Kantonen die Subvention gewährt werde, ohne dem Bunde neue Rechte auf die Volksschule zu geben.

Wir müssten doch blind sein, wenn wir die grossen *Gegensätze* nicht sehen wollten, die in dieser Subventionsfrage zum Ausdrucke gelangen. Was will diese Mehrheit? Sie will eine in ihrem Geiste einheitlich organisierte Volksschule. Denn wenn es der *Mehrheit* nur um die *Subvention* zu tun gewesen wäre, wenn nicht das Programm Schenk in neuer Form durch eine goldene Hintertüre eingeführt werden wollte, so würde die Mehrheit sicherlich der von Hrn. Curti vorgeschlagenen Revision der Verfassung zugestimmt haben.

Dass eine solche *Revision* die unbedingte Voraussetzung einer Subventionierung der Volksschule ist, sollte im Ernst nicht bestritten werden. Warum hat Art. 27 denn nicht von der Unterstützung der Volksschule gesprochen, während er doch ausdrücklich die Unterstützung der höheren Unterrichtsanstalten vorsieht? Die Sorge für den Primarunterricht ist ausschliesslich Sache der Kantone, und nur eine Kontrolle und nichts anderes ist dem Bunde vorbehalten. Es sind in Art. 27 ganz genau und erschöpfend die Kompetenzen normirt, welche dem Bunde in Beziehung auf das gesamte Unterrichtswesen gegeben werden wollten, und man müsste den klaren Bestimmungen dieses Artikels die grösste Gewalt antun, wenn man in Beziehung auf die Primarschule irgend eine andere Befugnis dem Bunde zusprechen wollte, als diejenige, mit Rücksicht auf die in Art. 27 genannten Erfordernisse eine Kontrolle auszuüben und die daraus im einzelnen Falle nötig werdenden Verfügungen zu treffen.

Auf die Unzulässigkeit, die Subvention der Volksschule mit Art. 2 der Verfassung zu begründen, brauche ich nicht zurückzukommen, indem Hr. de Meuron dieselbe schlagend nachgewiesen hat.

Wenn es zeitweise vorgekommen ist, dass *Subventionen* an Kantone erteilt wurden für *einzelne Schulen*, die die Kantone sonst nicht würden errichtet haben, so ist es doch wahrhaftig ein zu grosser Unterschied zwischen einzelnen Unternehmen von Kantonen und Gemeinden, mögen sie nun die Schule oder die Volkswirtschaft betreffen, und der Volksschule als solcher. Und zu allem dem gilt übrigens der Satz, dass eine irrite Auslegung der Verfassung niemals einen Missbrauch zum Rechte macht.

Es muss übrigens gerechtes Erstaunen hervorrufen, dass eine Partei, die sich demokratisch nennt und die Wichtigkeit und *Tragweite* der vorwürfigen Materie keineswegs verkennt, sich so sehr scheut, offen und klar mit ihrem Programm in der Form einer Bundesrevision vor das Volk zu gelangen. Will das Schweizer Volk den Anfang machen zu einer *einheitlichen Volksschule* und den Bund ermächtigen, sein Geld zu diesem Zwecke zu verwenden, so wird es ja freudig und in hellen Scharen zustimmen. Und es gibt in der Tat kein Gebiet des öffentlichen Lebens, wo wir alle es mehr wünschen müssen, dass des Volkes ureigenster Wille zum Ausdruck komme, als gerade hier auf dem Gebiete der Schule. Ich kann mir nicht verhehlen, dass wir es hier nicht mit einer finanziellen Frage, sondern mit dem Anfang der Bundesvolksschule zu tun haben. Niemand kann sich der begründeten *Befürchtung* entschlagen, dass die Verpflichtung der Kantone, die aus der Annahme dieser Subvention entstehen wird, Rechenschaft zu geben über die Verwendung der empfangenen Gelder, einer Bundesaufsicht über das Volksschulwesen rufen wird.

Und wenn uns heute von gewisser Seite in aller Aufrichtigkeit die beruhigendsten Zusicherungen gegeben werden, dass der Bund auf dem im Gesetze ihm gesteckten Felde bleiben werde, so fehlt mir dazu der Glaube.

Glauben Sie aber nicht, m. H., dass es nur föderalistische Bedenken sind, die mich bewegen, diesem Gesetze nicht zuzustimmen, es sind *tiefere Gründe*, welche meine Stellung bestimmen.

Wer von uns wünscht nicht, seine Kinder möglichst individuell erziehen zu können, und wer betrachtet den Zustand auf dem Gebiete der Erziehung als ein Ideal, wo unsere ganze Jugend nach einer *Schablone* erzogen würde?

Was aber für das einzelne Kind gilt, das gilt auch für jeden einzelnen Volksstamm. Wir betrachten es doch als eine Pflicht, die wir unserem Volksleben und Volksganzen schulden, die einzelnen nationalen Gruppen unseres Volkes möglichst frei und möglichst *individuell* sich entwickeln zu lassen.

Täusche man sich doch nicht! Bis jetzt haben wir doch nur die Zentralisation auf Gebieten der Verwaltung, des Militarismus, des Verkehrs, auch des Rechts, so weit es nicht auf das Gebiet der Familie hinübergreift. Alles das konnte zentralisiert werden, ohne dass die nationale Seele davon im Innersten berührt wurde. Geschichte und Völkerpsychologie aber lehren uns, dass der Staat, mag er nun in der Gestalt eines Monarchen und Eroberer aufgetreten sein, oder aber in der Gestalt eines die Hegemonie beanspruchenden Volksstammes, eine unglückliche Hand hatte, wenn er das eigentliche nationale Empfinden regeln wollte.

Es ist nun aber kein Gebiet des Volkslebens, wo die einzelne Nation empfindlicher ist, als das der *Kindererziehung*. Ich kann mir daher keine gefährlichere Entwicklung für unsern schweizerischen Staat denken, als wenn der Bund durch das Mittel einer einseitigen und pedantischen Schulherrschaft dazu käme und den Versuch machen wollte, den schweizerischen Volksschulen einen einheitlichen Stempel aufdrücken zu wollen. Das wäre, wenn es glücken würde, der Tod des reichen, vielgestaltigen, individuellen Volkslebens der Schweiz. Man wird nun aber doch im Ernst nicht glauben, dass ein solches Vorgehen nicht sofort einer Reaktion in der Form eines *wilden Nationalitätenkampfes* rufen würde.

Eine solche Gefahr dürfen wir nicht unterstützen, sie wäre in der Schweiz um so ernster und gefährlicher, als keine der verschiedenen Nationalitäten, einander gegenübergestellt, von vornherein auf eine besondere Überlegenheit Anspruch machen dürfte; sind es doch die hervorragendsten Kulturnationen Europas.

In der *Freiheit*, in welcher sich die einzelnen Nationen unseres Staates entwickeln könnten, kommen wir als Republik

vorwärts; darin lag die Voraussetzung und die Bedingung der Einheit und des Gedeihens unseres Staatswesens. Tasten wir aber diese Freiheit an, so würden wir uns an den Wurzeln unseres Seins vergreifen.

Und was vom nationalen Empfinden, das gilt in gleicher Weise auch vom religiösen Denken und Fühlen.

Sie wissen ganz wohl, und wer aufrichtig ist, wird es auch nicht bestreiten, dass die *Volksschule* nicht konfessionslos ist. Sie kann es auch gar nicht sein, weil die Erziehung der Jugend eine religiöse Grundlage haben muss und die Religion in unserem Volke sich in der Form der verschiedenen Bekennisse äussert. Wo aber die Erziehung einen konfessionslosen Charakter annehmen will, muss sie der Konfession entgegentreten und antichristlich werden. Ein einsamer Denker kann wohl einen Glauben für sich zusammenzimmern, das Kind und das Volk werden immer eine Konfession haben.

Wir sind uns vollkommen bewusst, wo das Endziel der geplanten *Bundesschule* in religiöser Beziehung führen soll. Wir haben das *Programm Schenk* nicht vergessen, es ist von der Mehrheit, was wir hier betonen müssen, auch nie desavouirt worden. Heute noch ist es das Programm aller pädagogischen Politiker und politischen Pädagogen. Wohin führt dieses Programm? Es bedeutet die volle Entchristlichung der Schule, die Beseitigung jeder noch so leisen Erinnerung an Christus und seine Lehre. Man soll uns nicht kommen mit der Versicherung, dass man nur eine Laienschule wolle und eine Laienschule keine unchristliche sein müsse. Unser Volk kennt keinerlei Christentum als dasjenige, das sich in der Form der verschiedenen Konfessionen ausspricht, es weiss, dass die *Laienschule* nur ein täuschender Name ist, der die Schule ohne Christus birgt; die schweizerische Familie, welche das älteste und beste Recht auf die Schule hat, will eine christliche Schule.

Es hat der Berichterstatter der Kommissionsmehrheit mit Recht die Ideologen der Helvetik für das von ihm befürwortete Gesetz angerufen. Gewiss, die Bundesvolksschule ist ein Erbe der Helvetik. Aber frage sich ein jeder von uns: würde die reiche, vielgestaltige, im regen Wetteifer gezeitigte Blüte auf dem Felde der schweizerischen Schule, welche das 19. Jahrhundert auszeichnet, hervorgebracht worden sein, wenn die Schulbureaucratie, von welcher die Männer der Helvetik träumten, in die Wirklichkeit umgesetzt worden wäre?

Alle die wirklichen Schulmänner Frankreichs, welcher Partei sie auch angehören werden, bestätigen, dass die Kasernendidaktik des revolutionären wie des zäsuristischen Jakobinismus nicht nur die Hoch- sondern auch die Volksschule in ihrer Entwicklung geknickt. Versucht man ja in Frankreich die Zwangsjacke zu zerren, die man unserer Volksschule anlegen will!

Nein, heute ist unser Auge so geschärft für das, was unserem Volke eigen, dass wir im Versuche, die Schulgesetzgebung der Helvetik wieder zu beleben, keinen Fort-, sondern einen Rückschritt sehen.

Amsler (Meilen): ... Es mag ja etwas sonderbar erscheinen, wenn wir in einem Zeitpunkt, wo das soeben beratene eidgenössische Budget mit einem Fehlbetrag von nahezu 6 Mill. abschliesst, im Begriffe sind, ein eidg. Gesetz zu schaffen, das das Budget der Ausgaben in der Folge jährlich mit mehr als 2 Mill. Fr. mehr belasten wird, und die Stimmen, die man da und dort im Lande draussen in den verschiedenen Lagern vernimmt, man hätte mit der Erledigung der Schulsubventionsfrage zuwarten sollen, bis die Finanzlage des Bundes konsolidirt sein werde, bis die Zolleinnahmen gestiegen oder anderweitige Finanzquellen geschaffen seien — diese Stimmen haben gewiss etwelche Berechtigung. Allein wir wissen ja auch, dass sich die *Rechnungsbücher* immer wesentlich günstiger gestalten, als die Budgets ahnen liessen, und wir dürfen doch auch hoffen, dass die Zolleinnahmen in den nächsten Jahren wieder etwas ansteigen werden. Und dann ist auch wahr, dass man bei einem Budget, das mit einem Betrage von über 100 Mill. balanzirt, glauben sollte, eine Ausgabe von 2 Mill. wagen zu dürfen, wenn man sich vornimmt, auf andern Gebieten zu sparen. Man wird zwar sagen: „Die Botschaft hört ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.“ Allein wir hoffen, es werde der

neuen Finanzkommission gelingen, trotz der Mehrausgaben das Gleichgewicht der Finanzen wieder herzustellen. Und dann erinnere ich Sie auch daran, dass wir vor nicht ganz zwei Jahren bei der Behandlung der Versicherungsgesetze dem Schweizervolke gesagt haben, dass auf Grundlage der Prüfung der Finanzkommission der Bund in der Lage sei, die finanziellen Konsequenzen zu tragen ohne Schaffung neuer Einnahmen. Nun hat sich die Situation allerdings seither wesentlich geändert, allein damals handelte es sich um einen weit höhern Betrag, um 8 Mill., heute dagegen bloss um 2 Mill. Und sodann hat es der Bundesrat oder die Bundesversammlung, wie nun beantragt wird, in der Hand, den Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes zu bestimmen.

Die finanziellen Bedenken kann ich also sehr wohl aufgeben. Dagegen hätte ich gewünscht, dass der Vorlage, die vom Bundesrat ausgearbeitet worden ist, eine *Ergänzung der Bundesverfassung* vorausgegangen wäre; denn aus den gegenwärtigen Bestimmungen der Verfassung das Recht herzuleiten, es seien vom Bunde jährlich 2 Mill. zur Unterstützung der Primarschulen abzugeben, scheint mir trotz der gegenteiligen Versicherungen etwas gewagt. Es muss dem Gesetze ohne Zweifel etwelcher Zwang angetan werden, und wenn auch die Herren Juristen behaupten, es sei dies nicht der Fall, so ist doch zu wünschen, dass die Sache auch dem Laien verständlich sei. Wenn der Bund auch an andere Schulen, an Berufs- und Gewerbeschulen, jährlich über 1½ Mill. verausgabt, wenn der Bund landwirtschaftliche Schulen subventionirt, so handelt es sich hier um Subventionen auf verfassungsmässigem Boden, denn es betrifft überall höhere Lehranstalten.

Nun bin ich nicht der Meinung und stehe nicht auf dem Standpunkt der Minderheit der Kommission, welche diese Angelegenheit lediglich auf dem Wege der Verfassungsrevision bereinigen will. Die Verfassung soll nicht mit Details belastet werden — die gehören in Bundesbeschlüsse und Gesetze — und es hätte genügt, wenn in Art. 27 vielleicht als Al. 2 lediglich der Satz beigefügt worden wäre: „Der Bund kann zur Hebung der Volksbildung den Kantonen jährliche Beiträge verabfolgen.“ Ich bin auch einverstanden, wenn man zur Beruhigung der Minderheit den weiteren Beisatz zufügen will, dass die Souveränität der Kantone in dieser Hinsicht nicht verletzt werden dürfe. Damit wäre vollständige Klarheit geschaffen worden, und man hätte dem Gesetze, das ohne Verfassungsänderung erlassen wird, nicht den doch vielleicht etwelchermassen begründeten Vorwurf der Verfassungsverletzung machen können.

Dieser meiner Auffassung kommt nun der *Antrag Sonderer*, amendiert von Hrn. Heller, am nächsten, und ich glaube, wir sollten uns auf diesem Boden finden können. Eine Verzögerung wird deshalb nicht eintreten, denn die Fristen sind festgesetzt, und ich glaube, man sollte sich um so eher finden, weil es sich doch im wesentlichen um eine Formssache handelt und man nicht riskiren sollte, deswegen die ganze Vorlage zu gefährden.

Nun muss ich Ihnen die Erklärung abgeben, dass, wenn das nicht Ihr Wille wäre, wenn Sie diesem Vermittlungsantrag nicht zustimmen könnten, ich trotzdem für die *bundesrätliche Vorlage* eintreten würde, auch ohne Verfassungsänderung. Wenn hiezu der Art. 27 nach meinem Dafürhalten die Grundlage nicht bietet, so kann es doch geschehen mit Hilfe des Art. 2 der V., welcher bestimmt, dass der Bund für die Volkswohlfahrt zu sorgen habe. Die Bedeutung der Volksbildung reicht tief in das soziale Leben hinein, und die Hebung und Förderung der Volksschule bedeutet auch die Hebung und Förderung der Volkswohlfahrt. Im *internationalen Kampfe* sind wir gezwungen, in der Volksbildung fortforschen, und trotz gegenteiliger Ansicht ist es doch wahr, dass eine Reihe von Kantonen, wohl aus finanziellen Gründen, eben zum Stillstand auf diesem Gebiete gezwungen sind. Es ist deshalb nötig, dass der Bund helfend eingreife. Nicht nur die kleinern Kantone, sondern auch die grössern, werden die eidg. Schulsubvention gut verwenden können. Ich erinnere nur an den Kanton *Zürich*, der ein neues Primarschulgesetz erlassen hat, das an die Gemeinden und den Staat grosse finanzielle Anforderungen stellt. Ein Lehrerbesoldungsgesetz harrt der Erledigung, und ich denke, wie der Kanton Zürich, so werden

auch andere Kantone in der Lage sein, auf dem Gebiete der Volksbildung fortschreiten zu wollen.

M. H., als Freund der Vorlage würde ich es sehr begrüssen, wenn die Parteien, links und rechts, sich auf den Boden des Antrages Sonderegger-Heller verständigen könnten. Im andern Falle werde ich dennoch für Annahme der Gesetzesvorlage ohne Verfassungsänderung stimmen.

Heller: Wenn wir die gestrige und namentlich die heutige Diskussion überblicken — namentlich die Rede, welche soeben Hr. Decurtins gehalten hat — so sollte man glauben, es handle sich im gegenwärtigen Moment um eine politische Aktion grossen Stils, darum, einen Vorstoß zu inszenieren nicht nur gegen die verschiedenen Konfessionen, nein, auch gegen die Religion und gleichzeitig auch gegen föderalistische Anschauungen und Standpunkte im Schweizerlande. Allein niemand, der dem Gang der Diskussion gefolgt ist und die Vorlage des Bundesrates und der Kommission einigermassen wirklich geprüft hat, wird sagen, dass es sich heute um etwas anderes handelt, als um die finanzielle Unterstützung der Volksschule.

Dafür spricht zunächst die Entstehungsgeschichte der Vorlage. Wir wissen, dass im grossen und ganzen dasjenige, was wir heute hier in Beratung haben, das Ergebnis von Konferenzen der kant. Erziehungsdirektoren ist, wobei politische Elemente von allen Parteien anwesend waren und bei welchen Beratungen jedenfalls keinerlei politische Absichten irgendwelcher Art mitgewirkt haben.

Ein Blick auf die gegenwärtige Zusammensetzung der eidg. Räte zeigt uns auch, dass in keiner Periode der Schweizergeschichte seit dem Jahre 1848 in den eidg. Behörden Männer sassen, die weniger kultukämpferisch aufgelegt waren, als dies gegenwärtig der Fall ist. Man müsste tatsächlich hier im Saale mit einer Laterne suchen, und man würde doch keine derartigen Mitglieder finden, welche irgendwie im gegenwärtigen Moment die Tendenz hätten, auf dem Gebiete des Kultukampfes Lorbeeren sich zu erwerben. Man könnte deshalb diese Reden, die wir gestern und heute haben anhören müssen, gar nicht begreifen, wenn man nicht wüsste, dass dieselben nicht für das Parlament bestimmt, sondern zum Fenster hinaus gesprochen worden sind, und ich glaube, das gut katholische Schweizervolk kann beruhigt sein: seine Vertreter haben die Interessen der Religion im Nationalrat ernstlich gewahrt! Noch nie habe ich es so sehr bedauert, wie heute, dass der Bundesrat in dieser Session uns nicht Gelegenheit gegeben hat, im neuen Parlamentsgebäude zu tagen, denn dort hat der bauleitende Architekt, Hr. Prof. Auer, dafür gesorgt, dass man nicht mehr zum Fenster hinaus sprechen kann (Heiterkeit).

M. H. Bevor ich auf die Sache selber eingehe, erlaube ich mir zwei allgemeine Bemerkungen. Gestern hat Hr. Schobinger und auch Hr. de Meuron der radikalen Partei den väterlichen Rat gegeben, es wäre doch gewiss unsererseits viel vernünftiger, wenn wir die grossen wirtschaftlichen Fragen behandeln und die Politik und politische Aspirationen zur Zeit vollständig beiseite stellen würden. Ich habe schon gesagt, und werde die Sache noch weiter ausführen, dass wir zurzeit kein anderes Bestreben haben, als die schweiz. Volksschule finanziell zu unterstützen. Aber ich frage überhaupt: Haben wir in der letzten Zeit, sagen wir in den letzten 20 Jahren, von unserer Partei aus irgendwelche politische Aktion zur Verstärkung des Bundes in politischem Sinne unternommen? Die Mahnung des Hrn. Präsidenten zur Kürze verhindert mich, und es ist, glaube ich, auch nicht nötig, auf die Vorlage des Schulsekretärs einzugehen, um zu zeigen, was hier eigentlich in Frage war und wie die Angelegenheit im Jahre 1882 aufgebaut wurde. Lassen wir das beiseite, sprechen wir zunächst nicht mehr davon, so ist zu konstatiren, dass seit jenem Zeitpunkt das Bestreben der radikalen Vertreter in den Räten stets nur darauf gerichtet war, auf dem Gebiete der Volkswirtschaft, der sozialen Gesetzgebung tätig zu sein. Wir brauchen also diese Ermahnung nicht, und ich glaube, sie kommt auch von einer Seite, welche gar nicht legitimirt ist, uns zu sagen, wir sollen nicht in Politik machen. Im Jahre 1894 waren die gleichen grossen wirtschaftlichen Fragen,

die heute noch vor uns stehen, noch unerledigt und noch verschiedene andere, die seither ihr Ende gefunden haben. Allein das hinderte den Hrn. Schobinger und seine Parteigenossen nicht, mitten im politischen Frieden den Beutezug zu unternehmen, eine politische Aktion ersten Ranges, welche, wie vielleicht noch keine andere, das Schweizervolk während Monaten aufgeregzt hat. Und Hr. de Meuron, ist er vielleicht berechtigt und berufen, uns diesen väterlichen Rat zu geben? Ich glaube, auch ihm fehlt die Legitimation gänzlich. Denn wir wissen, dass in jüngster Zeit, kurz nach dem Jahre 1894, eine andere politische Aktion stattgefunden hat, die Doppelinitiative, einzig und allein ausgegangen aus politischer Berechnung, und damals waren die HH. de Meuron und Schobinger auch wieder bei denen, welche in erster Linie die Kampagne, und zwar im Interesse von politischen Zwecken führten.

Ich will den HH. immerhin keinen Vorwurf machen, dass sie uns diese väterliche Ermahnung haben zukommen lassen, denn es liegt ja darin eine schneidige Verurteilung des politischen Verhaltens dieser HH. in der jüngsten Vergangenheit. Ich werde aber nachweisen, dass wir in dieser Frage keine politische Aktion zu unternehmen gedenken.

Die HH. Schobinger und Decurtins haben gesagt, wir hätten den Kompromiss, den die verschiedenen Minderheitsgruppen uns angeboten haben, von der Hand gewiesen; wir seien verantwortlich für das, was nun komme. Hr. Schobinger hat sein Bedauern ausgedrückt, dass die Sache diese Wendung genommen habe. Aber wenn wir die Rede des Hrn. Schobinger gehört haben, so müssen wir doch sagen, dass dieses Bedauern kaum aufrichtig gewesen ist; denn der Redner hat sich bemüht, uns in seiner gestrigen Rede den Nachweis zu leisten, dass die Schulsubvention, wie wir sie verlangen, nicht notwendig, dass die Schule in allen Kantonen auf der Höhe der Situation seien. Er hat beigelegt, es sei ja überhaupt eine kleinliche Summe, diese 2 Millionen, um die es sich handelt, gegenüber den 30 Millionen, welche die Kantone für das Erziehungswesen ausgeben. Ich weiss nicht, ob es recht ist, angesichts der Finanzlage, in der wir im Kanton Luzern sind, so geringschätzig über den in Aussicht stehenden Bundesbeitrag zu sprechen, den wir zur Hebung unserer Volksschule verwenden könnten. Die 90,000 Fr., die wir erhalten, wenn der Beschluss in Rechtskraft erwächst, würden uns ermöglichen, sehr viele Schäden, welche unserm Schulwesen anhaftet, zu beseitigen, und das Schulwesen im Kanton Luzern auf eine wesentlich andere Stufe zu bringen, als die, in der es gegenwärtig steht. Ich glaube auch nicht, dass alle Luzerner Bürger, die der politischen Richtung des Hrn. Schobinger folgen, über die Schulsubvention und über den Betrag, der den Kantonen, speziell dem Kanton Luzern zukommen würde, so denken und sprechen, wie Hr. Schobinger das getan hat!

Ich komme zurück auf den Vorwurf, der uns gemacht worden ist, wir hätten einen Kompromiss von der Hand gewiesen. Ich will hier nachweisen, dass dem nicht so ist. Wir kennen alle die Intentionen, welche der Präsident der Kommission, Hr. Curti, in dieser Frage hat und wie er sich bemüht hat, einen Boden der Verständigung zu suchen, damit die Angelegenheit ohne grossen Kampf zu gutem Ende geführt werden könne, und diesen Boden glaubte er gefunden zu haben in einem Vorschlag für einen neuen Verfassungsartikel 27 bis, der gedruckt und uns allen zugänglich gemacht worden ist; es war die Idee, den ganzen Bundesbeschluss in die Verfassung aufzunehmen. Nun hat Hr. Curti diesen Antrag nur eventuell gestellt, für den Fall, dass alle Parteigruppen des Rates sich auf diesen Boden stellen würden. Dabei muss ich vorausschicken, dass vor der Zusammenkunft der Räte noch Versammlungen stattgefunden haben, in welchen die Frage der Schulsubvention besprochen wurde. Die eine Versammlung war diejenige des Pius-Vereins in Beckenried, und die andere diejenige des eidg. Vereins in Olten.

(Fortsetzung folgt.)